



# Assemblée générale

Distr. générale  
9 décembre 2024

---

## Soixante-dix-neuvième session

Point 100 de l'ordre du jour

**Examen de l'application des recommandations  
et décisions adoptées par l'Assemblée générale  
à sa dixième session extraordinaire**

## Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 2 décembre 2024

[sur la base du rapport de la Première Commission (A/79/410, par. 12)]

### **79/73. Activités et opérations de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 34/83 M du 11 décembre 1979, dans laquelle elle a prié le Secrétaire général de créer l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, et sa résolution 39/148 H du 17 décembre 1984, dans laquelle elle a approuvé le statut de l'Institut,

*Rappelant également* ses résolutions 45/62 G du 4 décembre 1990, 55/35 A du 20 novembre 2000, 60/89 du 8 décembre 2005, 65/87 du 8 décembre 2010, 70/69 du 11 décembre 2015 et 75/82 du 7 décembre 2020 relatives aux dixième, vingtième, vingt-cinquième, trentième, trente-cinquième et quarantième anniversaires de l'Institut,

*Estimant* qu'il est primordial que la communauté internationale puisse accéder à des travaux de recherche indépendants et approfondis sur des questions de sécurité et sur les perspectives du désarmement et de la non-prolifération, notamment à l'heure où le paysage géopolitique se redessine sous l'effet conjugué de différents problèmes de sécurité complexes,

*Soulignant* que l'Institut contribue grandement à des analyses innovantes et à une réflexion constructive sur les questions de désarmement multilatéral et de sécurité internationale, et constatant qu'il a adapté et élargi ses programmes pour mieux appréhender les mutations rapides du contexte de sécurité internationale,

*Consciente* du rôle que l'Institut joue et peut jouer, par ses travaux de recherche, ses séminaires, ses réseaux, ses activités de sensibilisation, ses publications, ses mesures de confiance et ses initiatives de renforcement des capacités, en particulier à l'appui des pays en développement, en prêtant son concours dans le cadre des



négociations sur le désarmement, en redynamisant l'action menée pour améliorer la sécurité internationale par des niveaux d'armement décroissants et en contribuant à l'éducation dans ce domaine de recherche,

*Consciente également* de l'importance que revêtent les éléments essentiels au leadership de l'Institut en matière de recherche,

*Se félicitant* que l'Institut ait considérablement intensifié ses activités de recherche et que sa productivité se soit fortement accrue en réponse à la demande mondiale, comme le montre le fait que le nombre de ses manifestations et de ses publications a augmenté de plus de 200 pour cent depuis 2020 et que l'éventail des sujets qu'il traite s'est élargi,

*Se félicitant également* que l'Institut s'efforce de diversifier son action d'envergure internationale et de favoriser la participation véritable d'intervenants issus d'horizons toujours plus variés, comme en témoignent de plus en plus sa base de donateurs, ses effectifs, ses partenariats et ses réseaux ainsi que l'organisation de manifestations dans le monde entier,

*Notant* que les contributions volontaires versées à l'Institut ont globalement continué d'augmenter, et remerciant les gouvernements et les autres partenaires stratégiques du soutien ou des contributions qu'ils ont apportés à l'Institut pour qu'il puisse s'acquitter de sa mission,

*Se déclarant de nouveau préoccupée* par le fait que l'Institut demeure presque entièrement tributaire de contributions volontaires, ce qui pourrait compromettre la pérennité des éléments essentiels à son leadership dans le domaine de la recherche,

*Considérant* qu'il est indispensable de doter l'Institut, organisme autonome des Nations Unies, d'une assise financière solide et durable pour lui permettre de poursuivre ses fonctions de recherche statutaires, d'attirer des chercheurs de premier plan à des postes clefs, de répondre aux demandes de plus en plus nombreuses émanant de la communauté internationale concernant des services d'appui consultatif et de s'acquitter de son mandat visant à favoriser la participation éclairée de tous les États aux efforts de désarmement,

*Réaffirmant* qu'il importe que l'Institut se situe à Genève,

*Attendant avec intérêt* la célébration en 2025 du quarante-cinquième anniversaire de la création de l'Institut,

1. *Est consciente* de l'importance, de l'actualité, de la grande qualité et de l'incidence des travaux de l'Institut ;

2. *Se déclare de nouveau convaincue* que l'Institut doit continuer de mener des recherches indépendantes sur les problèmes relatifs au désarmement et à la sécurité internationale et d'effectuer des recherches spécialisées demandant un degré élevé de compétence ;

3. *Souligne* l'importance que revêt l'Institut, organisme indépendant et autonome qui contribue, par ses travaux de recherche, ses analyses et ses activités, aux progrès en matière de désarmement et, à terme, à l'avènement d'un monde plus sûr ;

4. *Souligne également* la précieuse contribution que l'Institut apporte et devrait continuer d'apporter dans les domaines de l'éducation et du renforcement des capacités au service du désarmement et de la non-prolifération dans toutes les régions du monde ;

5. *Rappelle* les appels<sup>1</sup> lancés à tous les États Membres pour qu'ils continuent ou commencent à apporter volontairement un soutien financier, si possible pluriannuel, à l'Institut et encourage vivement les États Membres à verser des contributions non préaffectées ou préaffectées de manière souple, par exemple au niveau des programmes, de façon à concourir à long terme à la viabilité, à l'indépendance et à l'impartialité de l'Institut et à la qualité des travaux qu'il est appelé à mener ;

6. *Prie* le Secrétaire général de continuer de mettre des locaux à la disposition de l'Institut au Palais des Nations à Genève au taux réduit correspondant aux seules dépenses de fonctionnement ;

7. *Invite* le Secrétaire général à évaluer soigneusement les finances et les besoins financiers de l'Institut et à formuler des recommandations budgétaires, si nécessaire et sur la base du dernier rapport du Conseil consultatif pour les questions de désarmement<sup>2</sup>, qui est le Conseil d'administration de l'Institut, étant entendu qu'il s'agira de mesures exceptionnelles visant à assurer la stabilité financière de l'Institut.

44<sup>e</sup> séance plénière  
2 décembre 2024

---

<sup>1</sup> Voir résolution 75/82 et A/73/284.

<sup>2</sup> A/79/240.